DÉVELOPPEMENT URBAIN
L'industrie et l'artisanat dans la ville, quel avenir?

La tertiarisation de l'économie et la demande de nouveaux logements s'accompagnent d'une volonté politique de densifier et de requalifier le territoire, entraînant une mutation rapide des agglomérations urbaines. Cette mutation a de quoi réjouir les urbanistes qui depuis des décennies prônent le développement des villes et le frein à l'Étalement urbain. Toutefois, les choses ne sont pas si simples et si vertueuses qu'il y paraît. Cette mutation engendre aussi des effets négatifs, notamment une pression sur les prix du foncier et sur les activités industrielles et artisanales invitées à quitter le centre des agglomérations.

à Pierre Yves Delcourt, urbaniste

Sous le titre « La fabrique DANS la ville », une journée-conférence a été organisée par la Fédération suisse des urbanistes (FSU) et la Communauté d'études pour l'aménagement du territoire (CEAT) le 29 mai 2013 à Lausanne. De nombreux participants, responsables politiques, sociologues, économistes, géographes, urbanistes, chefs d'entreprise et artistes de Suisse, de France, de Belgique et du Québec y ont partagé leurs analyses, leurs témoignages et l'orientation de leurs actions portant sur ce thème.

La mixité en question?
Il y a manifestement un malaise, une contradiction : d'un côté, les politiques d'aménagement du territoire encouragent la mixité sociale et fonctionnelle,

“La mixité est à la mode, mais l’isolation des fonctions n’est pas toujours une mauvaise chose, notamment pour les activités industrielles et artisanales qui génèrent des nuisances et des pollutions”, comme l’a souligné le sociologue et urbaniste français Alain Bourdin au cours de cette conférence. François Schoch a confirmé, en prenant l’exemple de son entreprise implantée dans trois municipalités du canton de Vaud, que ces activités sont source de conflits avec les habitants du voisinage. Toutefois, les industriels veulent fixer eux mêmes l’agenda des délocalisations, avec éventuellement le soutien des décideurs politiques. Pour eux, les délocalisations en périphérie doivent répondre à des impératifs économiques (capacité d’investissement, nécessité d’expansion, problèmes d’accessibilité, etc.).

Pour Bourdin, “la mixité sociale ou fonctionnelle n’a de sens que si elle stimule l’interaction. La simple coprésence n’a aucun intérêt pour la collectivité, les habitants et les entreprises”. Il a cité pour exemple le projet Nice Meridia technopole urbaine (France) où la mixité entre université, laboratoires de recherche-développement et entreprises vise à stimuler une dynamique urbaine et économique.

Un enjeu social et patrimonial
Pour les municipalités qui ont un riche passé industriel, comme Renens ou Crissier dans l’agglomération de Lausanne, le maintien des activités est à soutenir aux côtés des entreprises lorsqu’elles le demandent, ou suite à des manifestations sociales en faveur du maintien d’entreprises menacées de fermeture.

Le maintien de l’artisanat et de l’industrie en ville a aussi une vertu pédagogique. Cela donne à voir ce que sont ces activités, ce que font les artisans et les ouvriers. Le maintien de ces activités concourt ainsi à une forme d’éducation populaire. À défaut d’être maintenues au cœur des agglomérations, ces activités font parfois l’objet d’un travail de mémoire pour l’ensemble de la collectivité, comme à Fribourg (Suisse) où des comédiens ont monté un spectacle sur la base du témoignage de plusieurs anciens ouvriers dans la brasserie Cardinal qui venait de fermer.

Le cas de La Chaux-de-Fonds et du Locle (Suisse), villes inscrites au patrimoine mondial de l’UNESCO en 2009, montre que le maintien d’un tissu industriel au cœur de la cité peut contribuer non seulement au travail de mémoire, mais aussi au marketing territorial et entrepreneur. Ainsi, les habitants y trouvent un sujet de fierté, les deux villes misent sur cette consécration internationale pour développer le tourisme, et les entreprises horlogères renforcent leur image d’authenticité en réinvestissant les ateliers historiques. Il y aurait donc une alliance vertueuse entre les responsables politiques, les entreprises industrielles et la population pour gérer
le devenir ou le passé des industries dans la ville.

Le cas du quartier des spectacles à Montréal, présenté par l’urbaniste Gérald Bolduc, s’inscrit aussi dans ce mouvement entre sauvegarde d’emplois dans le domaine manufacturier, marketing territorial pour la ville et soutien aux activités économiques. Le projet vise aussi à maintenir des logements pour les artistes dans ce quartier central de la métropole québécoise.

**Un champ intéressant d’innovation urbanistique**

L’administration publique montre parfois de l’ingéniosité pour maintenir une dose de mixité fonctionnelle dans le cœur des agglomérations. À Bienn (Suisse), marquée par une imbrication des activités horlogères et de l’habitat, la mixité fonctionnelle est historique. Comme le souligne François Kuonen, chef du service de l’urbanisme de la Ville, « les forces du marché tendent de nos jours à spécialiser ce territoire : les activités tertiaires au centre-ville, les activités de productions en périphérie ». Le nouveau plan d’affectation avec son règlement datant de 1999 a introduit systématiquement des zones mixtes, à quelques exceptions près en périphérie de la ville. Le règlement impose la mixité, surtout par l’édiction de coefficients d’habitation, qui prescrit un taux minimal de logements par bâtiment. Il favorise dans le même temps l’implantation de commerces dans les centres par des dispositions particulières sur les rez-de-chaussées et l’interdiction, depuis 2007, de créer des surfaces de vente en zones de travail. Ainsi, cet outillage réglementaire vise à atteindre différents objectifs.

Dans la région de Bruxelles (Belgique), le maintien des activités productives au cœur de l’agglomération constitue aussi un enjeu stratégique. Le patrimoine industriel, notamment le long du canal qui traverse la capitale européenne, séduit tout particulièrement les promoteurs qui ont de grandes visées constructives. Le nouveau Plan régional d’affectation des sols adopté en 2013 introduit les ZEMU (zones d’entreprises en milieu urbain). Ces zones favorisent les activités productives de moins de 2 000 mètres carrés et les activités économiques compatibles avec le logement. Selon Yves Van De Casteele qui travaille à l’administration de l’aménagement du territoire et du logement au ministère de la Région de Bruxelles-Capitale, « les projets permettent de restructurer le tissu urbain et assurent la compatibilité entre les diverses activités de l’ilot et des îlots environnants ».

Les activités industrielles et artisanales sont sous forte pression dans le Grand Genève. Afin de maintenir ces activités,
« Il faut une volonté publique claire, appuyée parfois par les industriels eux-mêmes et la population, pour maintenir une certaine mixité sociale et fonctionnelle au cœur des agglomérations. [...] »

Une tendance lourde, mais multiforme
La trajectoire des activités industrielles et artisanales est différente d’une agglomération à l’autre : globalement, elles se développent, se maintiennent, se délocalisent vers la périphérie ou disparaissent. Quelle que soit la situation des exemples présentés lors de cette conférence, les forces du marché tendent à spécialiser les territoires, à séparer les fonctions. Il faut une volonté publique claire, appuyée parfois par les industriels eux-mêmes et la population, pour maintenir une certaine mixité sociale et fonctionnelle au cœur des agglomérations.
